



#217 Bulletin du 8 février 2018

cget

## I Citoyenneté - Démocratie locale

### ► Le genre de la participation citoyenne à Sevrans (Seine-Saint-Denis).

Anna Jarry-Omarova.

*Participations*, n° 18. Janvier 2018. p. 177-204.

La loi de 2014 portant réforme de la politique de la ville oblige à la parité dans les conseils citoyens. Ceci pourrait constituer un levier institutionnel pour la promotion des femmes dans l'espace politique que l'on sait discriminatoire. Cependant, une observation participante au sein d'une ville moyenne de la Seine-Saint-Denis, Sevrans, permet de constater leur présence déjà active au sein des conseils de quartier et des nouveaux conseils citoyens, et ce malgré la reproduction des dynamiques de domination masculine déjà connues, comme le discrédit attaché à leur prise de parole en public ou la non-reconnaissance de leurs sujets d'intérêt. L'article met en exergue les différents statuts investis par les femmes pour faire valoir leurs intérêts (de riveraines, mères, citoyennes laïques), leurs modalités spécifiques de présence aux réunions, en particulier en groupe, et les rôles que peuvent jouer les élu-e-s et les agent-e-s administratif-ve-s dans le respect de la parité, en particulier aux niveaux de la représentation et de la délégation. Enfin, on comprend que les femmes investissent de façon spécifique ces espaces intermédiaires, car ils sont à la croisée entre l'espace privé et l'espace public sexiste, et se présentent justement comme des lieux de redéfinition potentielle de ce dernier.

### ► Les conseils citoyens en Nouvelle-Aquitaine. Constats, bilan et perspectives pour l'avenir.

**Pays et Quartiers de Nouvelle Aquitaine (PQNA). Décembre 2017. 54 p.**

Cette publication est la synthèse d'une étude sur les conseils citoyens de Nouvelle-Aquitaine menée par Laura Douté, chargée de mission stagiaire à PQNA en 2017. Cette étude a été réalisée auprès d'un échantillon de 6 conseils citoyens de la région, à partir d'entretiens et d'observations effectuées avec les conseillers et partenaires. Elle propose d'analyser l'identité des conseils, leurs rôles, de réaliser un point d'étape de ce jeune dispositif participatif et de dresser quelques préconisations.

## I Collectivités territoriales

### ► Bilan statistique des EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2018.

**Direction générale des collectivités locales (DGCL) - DESL. février 2018. 8 p.**

Panorama des chiffre-clés actualisés de l'intercommunalité au 1er janvier 2018. Parmi les 1 263 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre sur le territoire français, on dénombre 21 métropoles, 11 communautés urbaines, 222 communautés d'agglomération

et 1 009 communautés de communes.

### ► Les régions au plus près des citoyens, en France et en Europe.

Valérie Péresse.

*Annales des Mines - Réalités industrielles*, 2018/1 (Février 2018). pp 24-26.

L'un des paradoxes de l'Union européenne est que ses traités n'offrent qu'une place très limitée aux collectivités territoriales, alors même que celles-ci – et en particulier les régions – sont omniprésentes à Bruxelles et sont des interlocuteurs naturels pour les différentes institutions européennes. Loin de se cantonner au simple rôle consultatif prévu dans le cadre du Comité européen des régions, ces dernières ont su se montrer indispensables et jouent désormais un rôle majeur dans la mise en œuvre des politiques européennes.

## I Economie circulaire

### ► Economie circulaire : prenons le tournant !

*Intercommunalités*, n° 226, janvier 2018. pp. 9-16.

*Intercommunalités* consacre son dossier à l'économie circulaire qui cherche encore son « modèle économique » mais offre d'importantes potentialités de relocalisation de l'emploi et de la valeur ajoutée.

## I Economie collaborative

### ► Comment les plateformes intègrent-elles l'économie nantaise ?

Agence d'urbanisme de la région nantaise (AURAN).

*Les Synthèses de l'AURAN*, n°20. Décembre 2017. 8 p.

La plateforme numérique est ce modèle qui facilite le développement de l'économie collaborative, tout comme il peut détruire les espoirs portés par cette dynamique du partage. Les pratiques de la multitude d'utilisateurs des plateformes impactent le fonctionnement de la ville. La métropole nantaise doit être en capacité d'intégrer ces nouveaux modèles dans l'action publique locale. Les plateformes numériques sont-elles des entreprises comme les autres ? Comment participent-elles au développement de la métropole nantaise ? Pourquoi et comment tenir compte de ces nouveaux modèles dans le développement local ?

## I Economie sociale et solidaire

### ► Le rôle des territoires dans les innovations sociales, culturelles et économiques.

Françoise Bernon, déléguée générale du Labo de l'ESS, invitée de l'émission *Carnet de campagne*.

France Inter, 24 janvier 2018. 14 minutes.

Faut-il prouver encore que les pays, les communautés de communes, les communes aussi, sont des viviers d'inventions du quotidien, sous forme de réseaux de production d'énergies vertes, de monnaies complémentaires, de pôles de coopération économique, de circuits courts de distribution. A défaut de ces lieux d'ancrage, tout reste théorique et peu compréhensible. Au contraire, c'est en parcourant le terrain ou en participant directement à une de ses actions que l'on appréhende les réels enjeux du mieux vivre, aidés en cela ou non par les collectivités locales et territoriales.

### ► ESS et création de valeur : une approche prospective de la mesure d'impact social.

Rapport n° 1.

Labo de l'ESS, la Fonda et l'Avise. Décembre 2017. 32 p.

L'étude prospective 2017-2018 comporte trois étapes : une caractérisation des démarches évaluatives

existantes, une cartographie des domaines d'innovation dans la mesure d'impact et une proposition de pistes d'actions pour une expérimentation de ce nouveau référentiel. Le premier rapport issu de cette étude propose une revue de la littérature, intégrant notamment les travaux des trois partenaires, ainsi qu'une analyse de pratiques de terrain issue d'une rencontre organisée en septembre avec une soixantaine d'acteurs autour des défis à relever dans la mesure d'impact.

### ► Favoriser le développement des entreprises sociales. Recueil de bonnes pratiques.

**OCDE - Commission européenne. 2018. 268 p.**

Les entreprises sociales sont depuis longtemps des agents de croissance inclusive et de démocratisation de la sphère économique et sociale et elles ont toujours prouvé leur résilience face aux difficultés économiques en relevant les défis socio-économiques de manière innovante, en réintégrant les individus dans le marché du travail et en contribuant à la cohésion sociale en général. Le présent recueil tire les leçons des politiques d'aide au développement des entreprises sociales à partir de l'analyse de 20 initiatives menées dans plusieurs pays membres de l'UE, couvrant tout un éventail de domaines d'action politique allant des cadres juridiques au financement, en passant par l'accès au marché, et de structures de soutien, jusqu'aux questions de formation et de compétences.

## I Education - Enseignement supérieur

### ► Outre-mer : mission effectuée à la Guadeloupe et à la Martinique pour la rentrée scolaire (3 au 8 septembre 2017).

Rapport d'information n° 610.

**Bruno Studer ; Maxime Minot.**

**Assemblée nationale. 2 février 2018. 53 p.**

Le rapport analyse les spécificités territoriales observées et détaille les solutions éducatives mises en place pour répondre aux contraintes de ces territoires.

### ► Education et enseignement supérieur, approches territoriales.

**Fiche d'analyse de l'Observatoire des territoires 2017.**

**K. Antunez ; C. Lecomte ; M. Kaldi.**

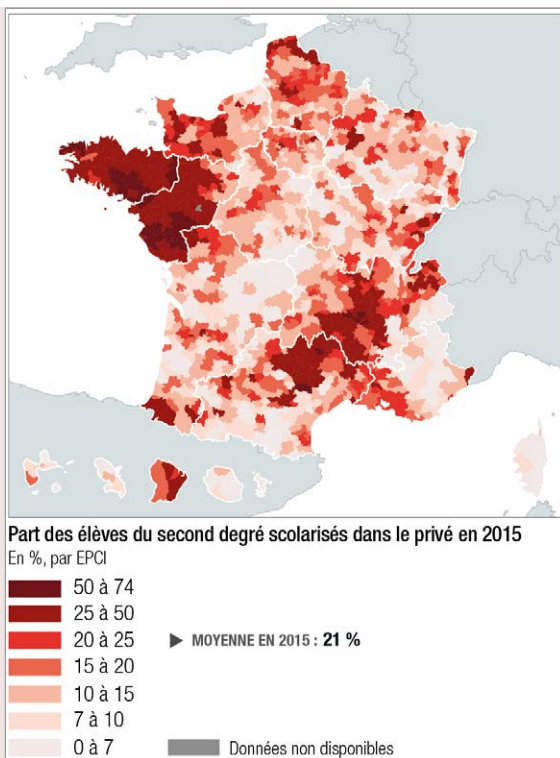
**En détail. CGET - Observatoire des territoires. Février 2018. 36 p.**

L'éducation des populations progresse de manière spectaculaire dans l'ensemble des pays européens. En France, ce sont désormais plus de 43 % des 30-34 ans qui détiennent un diplôme de l'enseignement supérieur, contre à peine plus de 27 % à l'aube des années 2000. En France, cette progression a concerné les espaces les plus ruraux comme les plus urbains. Malgré cette progression globale, des différences locales permettent de dessiner une géographie de l'éducation et de l'enseignement supérieur. On observe ainsi une polarisation de l'enseignement supérieur dans les 22 métropoles françaises.

### ► Une carte, un focus

**Carte de la part des élèves du second degré scolarisés dans le privé en 2015.**

Au collège et au lycée, l'enseignement privé est particulièrement présent en Bretagne et dans les Pays de la Loire : la part des élèves scolarisés dans le privé dépasse 50 % dans certaines intercommunalités au nord de Brest, autour de Vannes et en Vendée. Par ailleurs, sur l'ensemble du territoire français, c'est dans les



grands pôles urbains que l'on observe la plus forte proportion d'élèves du secondaire scolarisés dans le privé (22 % en moyenne).

Carte extraite de la *Fiche d'analyse de l'Observatoire des territoires 2017* : "[Education et enseignement supérieur, approches territoriales](#)".

Source : MEN-DEPP Base Scolarité, rentrée 2015.

Réalisation : CGET, 2018.

## I Innovation

### ► L'innovation à l'ère du bien commun.

**Fondapol - Benjamin Boscher ; Xavier Pavie. Février 2018. 64 p.**

Chaque jour davantage et quel que soit le secteur d'activité, l'innovation joue un rôle déterminant dans l'économie numérique et les processus de survie des organisations. Parfois crainte ou critiquée, l'innovation doit pouvoir s'inscrire dans un contexte nouveau, celui du bien commun, une ère où les affaires publiques deviennent l'apanage de tous au sein d'un espace public repensé. Celui-ci devient collaboratif et plus démocratique en permettant à l'individu de co-construire, de s'engager et de transformer plus facilement son environnement. L'innovation pour le bien commun s'impose alors comme un outil d'intérêt public, à la disposition de chacun, qui consiste à élaborer des initiatives, des services, des solutions nouvelles et pérennes en faveur de formes modernes de prospérité partagée et bienveillante.

## I Mobilité

### ► Mobilités du quotidien : répondre aux urgences et préparer l'avenir.

**Conseil d'orientation des infrastructures, sous la dir. de Philippe Duron.**

**Ministère de la Transition écologique et solidaire. Janvier 2018. 215 p.**

Ce rapport propose trois grands scénarios, et détaille selon les moyens consacrés quels investissements il serait possible de réaliser et à quel rythme. Le rapport identifie des priorités fortes, quel que soit le scénario, comme l'entretien et la modernisation des réseaux existants, le traitement des nœuds ferroviaires, ou encore l'amélioration de la desserte routière des territoires les plus enclavés.

## I Modernisation de l'Etat

### ► Amplifier la modernisation numérique de l'État.

**In Rapport public annuel.**

**Cour des Comptes, février 2018. tome 1. pp. 145-169.**

La Cour s'est attachée, en janvier 2016, à dresser un état des lieux de la modernisation numérique de l'État. Prolongeant cette enquête, elle a souhaité examiner la façon dont l'État appréhende désormais ces évolutions majeures, à l'œuvre dans l'ensemble de la sphère économique, culturelle et sociale. Longtemps centrée sur l'informatisation des administrations, la question de la coordination et de la performance de l'action des services de l'État dans ces domaines s'est en effet posée de manière lancinante, tant elle a été dispersée et ponctuée par des échecs aussi retentissants que coûteux. À cet effet, la Cour a mené et achevé en 2017 le contrôle de la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC). Si elle constate des progrès dans l'organisation de la fonction et dans la définition de la stratégie numérique de l'État, à présent placées sous l'autorité du Premier ministre (I), la Cour relève aujourd'hui que les premières réalisations invitent à une amplification de la démarche engagée (II).

## I Politique de la ville

### ► Mieux connaître les habitants des quartiers populaires.

**Pierre Grosdemouge.**

**Millénaire 3, Grand Lyon. Janvier 2018. 19 p.**

Au-delà des indicateurs quantitatifs habituels, que nous apprennent les enquêtes sociologiques récentes sur cette question ? Dans le cadre des processus au long cours de rénovation urbaine, les bailleurs et les collectivités publiques ont de plus en plus besoin de réfléchir à leur mode de connaissance des populations vivant dans et autour des logements dont ils ont la charge. Il s'agit de mieux comprendre les habitants afin de développer des propositions pertinentes d'accompagnement et de dynamisation du tissu social. L'objectif de ce texte est d'étoffer les outils de lecture des quartiers populaires au-delà des besoins institutionnels immédiats pour faire apparaître des dynamiques et des phénomènes peu pris en considération (l'économie informelle, la capacité d'initiative des habitants...).

## I Territoires à enjeux

### ► Grand delta du Rhône. Révéler le potentiel d'un grand territoire.

**Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise métropole (Agam).**

**Regards de l'Agam - Territoire - , n° 68. Janvier 2018. 12 p.**

Le delta du Rhône est historiquement un espace-carrefour, rendu propice aux échanges dès lors qu'il fut possible de naviguer sur le Rhône. Lieu de passage incontournable au niveau local, régional, national, européen et même euro-méditerranéen, le delta dépasse le simple ruban que décrit le fleuve jusqu'à la mer. Les liens économiques et logistiques sont parmi les plus structurants, mais de nombreux autres enjeux sont partagés : changement climatique et montée des eaux, approvisionnement alimentaire d'un espace pourtant « grenier » agricole, gestion de la fréquentation touristique... Ce *Regards* entend mettre en relief les complémentarités existantes entre villes et campagnes du delta, même si les sujets nécessitent parfois d'élargir la focale au « grand Sud-Est », voire au-delà. Il cherche à éclairer le débat autour de cet espace éminemment stratégique, pouvant émerger comme un espace pour de nouvelles alliances et projets.

## I Transfrontalier

### ► Quelle place pour le citoyen transfrontalier dans la construction européenne ?

**IHEDATE ; Mission opérationnelle transfrontalière (MOT) ; Communauté urbaine Dunkerque Grand Littoral ; Saarmoselle Eurodistrict. Décembre 2017. En ligne.**

Deux ateliers et un voyage d'études entre acteurs locaux ont été organisés sur ce thème sur les territoires de SaarMoselle et de Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale, dans le cadre de l'IHEDATE (Institut de hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe). La restitution de ces travaux a eu lieu le 7 décembre 2017. Les auditeurs de l'IHEDATE y ont présenté leurs

recommandations pour mieux impliquer les citoyens dans la coopération transfrontalière et améliorer la communication sur le transfrontalier et l'UE. Les restitutions Territoire SaarMoselle et Territoire Flandre-Dunkerque à télécharger sur le site de la MOT.

### ► La réduction des obstacles transfrontaliers.

**CESER Grand Est, décembre 2017. 27 p.**

Cette contribution développe différents points : envisager la création de liaisons ferroviaires transfrontalières directes à partir de la remise en service et de la modernisation des infrastructures existantes et mettre en place une tarification unique, simple et équitable, quel que soit le point de départ. Développer les procédures en ligne surmontant les différences administratives, notamment en participant à la mise en place du « portail numérique unique » proposé par la Commission Européenne pour donner aux citoyens et entreprises un accès aisé à l'information, aux procédures administratives et à de l'assistance en ligne. Développer la promotion de l'alternance à l'étranger en s'appuyant sur les entreprises pour qu'elles constituent ou renforcent leur réseau avec les établissements de formation. Affirmer et défendre le droit à l'expérimentation auprès du gouvernement français et au sein des instances européennes, notamment par le biais du bureau de l'association Grand Est à Bruxelles.

### ► La région Grand Est, un laboratoire européen en constante activité.

**Jean Rottner.**

***Annales des Mines - Réalités industrielles, 2018/1 (Février 2018). pp 27-29.***

Élu le 20 octobre 2017, Jean Rottner, le nouveau président de la région Grand Est, fait de l'Europe et du transfrontalier l'une des priorités de sa politique. L'ambition est double : faire entendre la voix de la région Grand Est au niveau européen et porter des expérimentations européennes nouvelles. « Dans une Europe des Nations, les pouvoirs locaux doivent prendre leurs responsabilités pour construire l'Union européenne de demain ». La région Grand Est est tout particulièrement investie au niveau transfrontalier depuis que la fusion des régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne a fait d'elle la première région frontalière de France. Elle expérimente dans ce domaine de nouvelles politiques faisant de ses espaces frontaliers un laboratoire européen en constante activité. La région Grand Est s'ouvre toujours davantage sur l'Europe et l'international. Elle entend participer activement aux concertations européennes sur les futures politiques européennes post-2020. Elle s'est dotée, à Bruxelles, d'un Bureau Grand Est à la gouvernance innovante afin de défendre ses intérêts territoriaux au plus haut niveau. À l'instar des autres régions françaises, c'est au travers de sa gestion des fonds européens qu'elle concrétisera son investissement dans les questions transfrontalières, européennes et internationales.

## I Transition écologique et énergétique

### ► Union européenne : la transition énergétique.

Rapport d'information n° 596 de la Commission des affaires européennes.

**Thierry Michels.**

**Assemblée nationale. 31 janvier 2018. 131 p.**

Face à l'accélération du dérèglement climatique et au retrait annoncé des États-Unis de l'Accord de Paris de 2015, l'Union européenne se doit de réagir à la hauteur des enjeux et, notamment, de réussir sa transition énergétique. La Commission européenne a entrepris, pour ce faire, un remodelage complet du cadre européen en matière climatique et énergétique, en actualisant certains textes existants et en en proposant de nouveaux. Ces textes sont actuellement examinés par le Parlement européen ou font, pour les plus avancés, déjà l'objet de négociations interinstitutionnelles. Après avoir procédé à leur examen détaillé, le rapporteur porte une appréciation globalement positive à leur égard mais appelle à un relèvement significatif de leurs ambitions, afin que l'Union européenne puisse s'appuyer sur des trajectoires adaptées à l'urgence climatique et puisse se mettre rapidement en cohérence avec les objectifs de l'Accord de Paris.

### ► Transition écologique : d'un monde à l'autre.

**O. Descamps.**

**Gazette des communes, n° 2400. Février 2018. pp. 30-37.**

Les contrats de transition écologique à venir visent les territoires déterminés à changer de modèle. A cause de leurs installations, certains n'auront pas d'autres choix. Quels sont les acteurs à associer ? Avec quels leviers financiers ?

### ► Ces initiatives franciliennes qui dessinent les « hauts lieux de la transition ».

**IAU Ile-de-France ; Nicolas Laruelle ; Cécile Mauclair.**

**Note rapide Environnement, n° 766. 23 janvier 2018. 6 p.**

L'Île-de-France foisonne d'initiatives en matière de transition : économique, énergétique, écologique, etc. Elles se concentrent, pour une grande partie, dans des lieux particuliers et parfois inattendus, identifiés et décrits par l'IAU îdF dans une carte interactive en ligne comme autant de « hauts lieux de la transition ». Des lieux pour observer, comprendre et inventer la ville (et la campagne !) de demain.

## I Union européenne

### ► Europe 2030 : les territoires prennent la parole. Synthèse des contributions.

**Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE).**

**Ed. Autrement. Janvier 2018. 54 p.**

Cette publication est le fruit de deux années de discussions et de débats au sein du CCRE. Elle constitue un recueil de contributions de plus de 100 élus territoriaux de toute l'Europe et une synthèse des travaux de réflexion. Parmi les thèmes abordés : "Gouverner en partenariat : construisons l'avenir ensemble" (le rôle de l'Etat-nation en question) ; "Gouvernance intelligente : cultivons le numérique" ; "L'humain, moteur de la croissance : l'égalité, pierre angulaire des priorités".

### ► Où va l'Europe ?

**Annales des Mines - Réalités industrielles, 2018/1 (Février 2018). 104 p.**

Le dossier regroupe des contributions et analyses diverses, sur des thématiques variées (transition numérique, transition énergétique, coopération, santé, défense ...), autant de pistes de réflexion pour tenter de répondre à la question que pose ce numéro de *Réalités industrielles*.

## I Urbain - périurbain

### ► Les périurbains et leurs espaces publics : enquête sur les franges nord de la métropole parisienne.

**Antoine Fleury.**

**Cybergeo : European Journal of Geography [En ligne], Espace, Société, Territoire, n° 841, mis en ligne le 18 janvier 2018.**

Les espaces périurbains sont souvent considérés sous l'angle d'un déficit d'urbanité relié à un manque voire à une absence d'espaces publics. Pourtant, de nombreux travaux récents ont donné à voir les processus de publicisation à l'œuvre dans un espace périurbain de plus en plus diversifié et approprié par ses habitants. À partir d'une enquête menée sur les franges nord de la métropole parisienne, cet article analyse les pratiques et représentations des habitants pour identifier les différents espaces assurant pour eux, à un moment ou à un autre, la fonction d'espace public. Il attire l'attention sur les différents types d'espaces pratiqués, tant en termes de formes que d'interactions en public, mais aussi sur les différenciations sociales dans le rapport à ces espaces. En définitive, il montre que les habitants du périurbain fréquentent des espaces publics diversifiés, en lien avec des pratiques et des représentations qui parfois opposent, mais le plus souvent articulent proximité et distance géographique, ville et campagne, quête de nature et recherche de l'altérité.

## ► En route vers des villes plus intelligences – Comment penser et construire la smart city en Villes de France ?

**Villes de France ; Orange ; Tactis ; Veolia ; Villes internet. Janvier 2018. 24 p.**

L'étude dresse un portrait de la smart city en ville moyenne et des outils pour construire une stratégie locale. Alors que le concept de ville intelligente prospère et que les métropoles rivalisent de nouvelles pratiques, les villes de taille moyenne ne sont pas en reste. Elles s'appuient sur les spécificités de leur territoire ainsi que sur leurs différentes compétences, et mettent au point des politiques innovantes et remarquables au service des habitants.

## ► Smart city : la maîtrise des données, un casse-tête.

**Baptiste Cessieux.**

**Gazette des communes, n° 2401. Février 2018. pp. 28-35.**

Mieux comprendre la ville en vue de la piloter grâce à une gestion intelligente des données. Pour les récupérer, plusieurs voies parallèles sont mises en place : public, privé, usagers. Dans les territoires, les collectivités se transforment en laboratoires et testent tous les partenariats. En complément au dossier, focus sur quelques retours d'expérience à l'étranger.

## ► L'urbanisme transitoire. Optimisation foncière ou fabrique urbaine partagée ?

**Cécile Diguët.**

**IAU Ile-de-France, janvier 2018. 106 p.**

L'urbanisme transitoire englobe toute initiative qui vise, sur des terrains ou bâtiments inoccupés, à réactiver la vie locale de façon provisoire, lorsque l'usage du site n'est pas déterminé ou que le projet urbain ou immobilier tarde à se réaliser. Ces projets se déploient depuis le début des années 2010 dans des cadres juridiques sécurisés, et ont fait peu à peu leur entrée dans la boîte à outils des acteurs de la ville, notamment des aménageurs. Mais comment fonctionne l'urbanisme transitoire ? Pour y répondre, l'IAU a analysé 69 projets franciliens, depuis 2012, et mené des entretiens avec leurs acteurs : occupants, aménageurs, collectivités. L'étude détaille ainsi les caractéristiques des sites occupés, des usages et espaces développés, des acteurs impliqués, tout en précisant le cadre juridique et financier de ces occupations. Elle revient également sur la manière dont ces projets influencent la fabrique urbaine : leur intégration à des stratégies urbaines, patrimoniales, sociales ; la façon dont ils informent la programmation des projets urbains futurs ; enfin, leur rôle dans la valorisation de la petite échelle dans les politiques urbaines.

## ► Sociétés urbaines et cultures numériques.

**Géographie, économie, société, 2018/1 (Vol. 20). 156 p.**

L'irruption d'une culture collaborative et l'engouement que suscite les espaces du « faire » (tiers lieux, coworking, hackerspace, makerspace, fab lab), s'appuyant sur le libre partage des savoirs et savoir-faire, l'autonomie dans les modes d'apprentissage et les processus d'innovation ouverte sont sujets à diverses interprétations. Comment intégrer dans la matrice urbaine cette nouvelle donne ? Comment l'observer et rendre compte des modalités nouvelles de l'action locale qu'elle dessine ?

## I Vieillesse

### ► Vieillesse et inégalités. Les disparités traversent les âges.

**Mariette Sagot ; Mathieu Gouin.**

**IAU-IDF. Février 2018. 41 p.**

L'IAU a engagé plusieurs pistes de réflexion sur l'impact du vieillissement en Ile-de-France. Des analyses sont disponibles sur les nouvelles formes d'habitat des personnes âgées et sur les conséquences du vieillissement sur le recours à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) par département à l'horizon 2040, étude menée en collaboration avec l'ORS. L'IAU a aussi été auditionné par le Ceser sur les perspectives démographiques et sur l'évolution des ressources des personnes âgées, dans le cadre d'un rapport sur la *Silver économie* publié fin 2017 [Ceser, 2017]. Ce rapport



restituée, en les complétant, les éléments présentés au Ceser sur l'évolution depuis quarante ans des niveaux de vie et des modes d'occupation des logements des Franciliens de plus de 65 ans. Il aborde la question des inégalités et s'attache aussi à dégager des éléments prospectifs, en travaillant par génération, et en s'appuyant sur des travaux publiés récemment tant par l'Insee, France Stratégie, le Comité d'orientation des retraites ou encore le Laboratoire mondial sur les inégalités.

### ► **Lois santé et d'adaptation de la société au vieillissement : quelle mise en œuvre sur les territoires deux ans après leur promulgation ?**

**Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss). Janvier 2018. 37 p.**

Deux ans après la promulgation de la loi de modernisation de notre système de santé et de la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV), l'Uniopss livre un diagnostic sur la mise en œuvre de ces textes sur les territoires, s'appuyant notamment sur les remontées terrain de onze unions régionales (Uriopss).

### ► **La mobilité des seniors en Gironde.**

**Agence d'urbanisme de la métropole bordelaise et de l'Aquitaine (A'URBA). Janvier 2018. 8 p.**

La Gironde, comme la métropole bordelaise, connaît un vieillissement démographique inédit. Le vieillissement sera majeur à partir de 2030 avec l'arrivée des baby-boomers dans le grand âge (plus de 85 ans). Le défi à relever est de taille : il s'agit de repousser le moment de la prise en charge de la personne âgée et de concevoir des villes où celle-ci trouvera sa place le plus longtemps possible. Dans ce contexte, la mobilité constitue un des enjeux du bien vieillir en contribuant fortement au maintien de l'autonomie et des liens sociaux. Dans la perspective de ce vieillissement accentué de la population, il semble important de dresser un état des lieux des pratiques de mobilité des personnes âgées, soit ici les 65 ans et plus, résidant en Gironde, avec un zoom sur ceux qui habitent la métropole bordelaise.

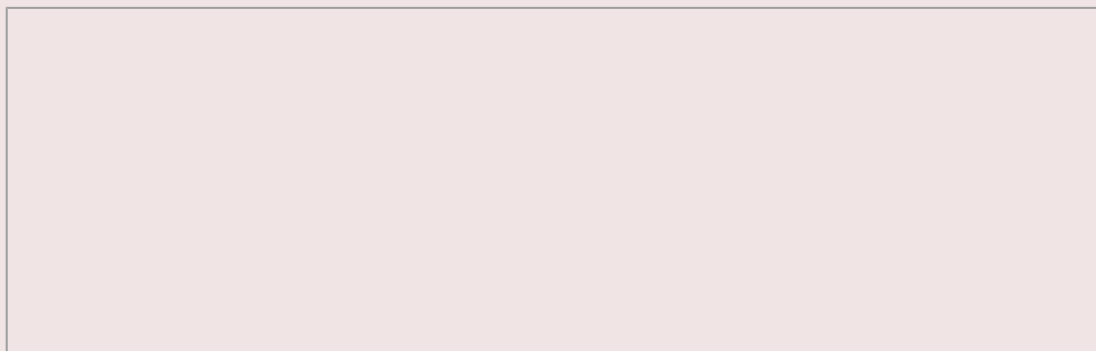
### ► **Une carte, un focus**

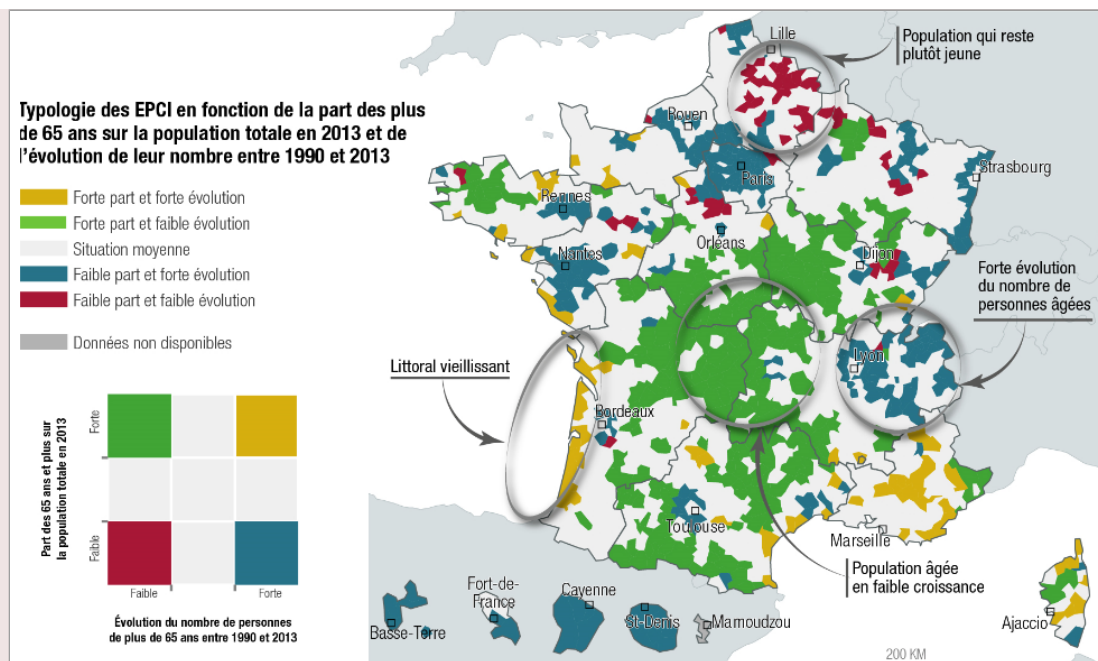
#### **La géographie du vieillissement en France**

L'Observatoire des territoires publie la géographie du vieillissement en Europe et en France. En France, la part des personnes âgées de 65 ans ou plus est passée de 13,9 % de la population en 1990 à 18,8 % en 2016. C'est moins que la moyenne de l'Union européenne (19,2 % en 2016), mais ce phénomène affecte différemment les territoires. Par exemple, nos littoraux atlantique et méditerranéen connaissent une très forte augmentation de leur population âgée, avec à court terme un enjeu d'adaptation des capacités d'accueil des structures de prise en charge de la perte d'autonomie. A l'inverse, les Hauts-de-France confirment leur particularité démographique, avec une population âgée plutôt réduite et en faible augmentation.

Carte extraite de la *Fiche d'analyse de l'Observatoire des territoires 2017* : "Le vieillissement de la population et ses enjeux". Découvrez la publication complète : <http://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/fr/le-vieillissement-de-la-population-et-ses-enjeux>

Source : Insee, RP 1990-2013. Réalisation : CGET, 2017.





## I Actualité législative et réglementaire

- ▶ [Instruction CGET](#) du 2 février 2018 sur les moyens d'intervention de la politique de la ville en 2018.
- ▶ [Arrêté du 19 janvier 2018](#) relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant une concentration élevée d'habitat ancien dégradé prévue à l'article 199 ter du code général des impôts.
- ▶ [Instruction du Gouvernement](#) visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles. Ministère de la Cohésion des territoires. 25 janv. 2018. 9 p.

## Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Cellule de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : [\[email protected\]](#)

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : [\[email protected\]](#)



MINISTÈRE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)